

Politiques de transition et solutions durables pour les Pandits du Cachemire déplacés

Sudha G Rajput

L'impasse dans laquelle continuent de se trouver les personnes déplacées de la Vallée du Cachemire depuis 1989 est une conséquence involontaire des politiques antérieures. Pour les décideurs politiques, des dilemmes moraux apparaissent toutefois lorsqu'il convient d'opérer une transition pour passer de politiques « temporaires » préservant les communautés déplacées intactes dans des « zones sûres » à des politiques visant à trouver des solutions à long terme.

La vie des personnes déplacées par un conflit est fortement influencée par les politiques initialement formulées pour répondre à cette crise alors qu'elle se déroule. En plus de la difficulté de « tout recommencer », les groupes déplacés par un conflit restent marginalisés par les membres des communautés d'accueil de même que par les responsables de l'élaboration de politiques, qui peuvent les catégoriser, par exemple, comme migrants, minorités ou invités afin de dissimuler la véritable cause de leur déplacement. Souvent,

les politiques formulées pour répondre à la crise à l'origine de ce déplacement sont un résultat de cette catégorisation ; c'était par exemple le cas des politiques élaborées suite à l'éviction forcée des Pandits de la vallée du Cachemire administrée par l'Inde, en 1989.

Les personnes ayant fui constituent les quelque 250 000 Cachemiriens déplacés, que les autorités indiennes désignent comme des « migrants ». Il faut ajouter à ce chiffre une nouvelle génération entière de jeunes nés et

mai 2016

www.fmreview.org/ft/solutions

éduqués en dehors du Cachemire. Aujourd'hui, le déplacement de cette communauté dure depuis plus de 25 ans, et pourtant les politiques « temporaires » alignées sur les perspectives initiales des décideurs, et qui avaient été conçues pour répondre aux « besoins transitoires » des personnes déplacées, demeurent inchangées.

Quant aux communautés concernées, leur déplacement inopiné de la Vallée a représenté pour elles un défi de grande ampleur. Cette éviction forcée a brisé des familles, rompu des liens sociaux et culturels et détruit les possibilités d'emploi, d'instruction ou de mariage de nombreuses personnes. En plus de traumatismes psychologiques et sociaux, la communauté a également dû surmonter les difficultés liées au climat chaud des villes de Delhi et Jammu et au besoin de trouver sa voie dans une société plus nombreuse, plus saturée et plus bureaucratique.

Dans l'ensemble, les femmes de la communauté se sont montrées plus résilientes et capables de recouvrer plus rapidement leur contenance que les hommes, dont l'expérience traumatisante a été aggravée par la nécessité de devoir accepter des emplois qu'ils considéraient comme humiliants, mais indispensables à leur survie dans une nouvelle ville. Les femmes, au contraire, ont acquis de nouvelles compétences commerciales pour aider leur époux à gérer les boutiques « temporaires » attribuées aux déplacés. La transformation de commerçants respectables et Pandits de la Vallée en migrants anonymes a été une expérience extravagante pour les membres de cette communauté, compliquée de surcroît par le caractère ambigu et ponctuel des politiques « temporaires » ou « ciblant les migrants ».

Cadre politique

Même après 25 ans, les autorités nationales continuent de caractériser ce déplacement comme le résultat d'une « perturbation temporaire dans la Vallée » et de soutenir avec ténacité que « les familles doivent rentrer chez elles ». Par conséquent, tout un éventail de politiques officielles a été déployé au fil des décennies afin de « servir les besoins transnationaux des migrants ».¹ Cette approche contraste avec la vision des familles, qui appréhendent cette crise comme irréversible, ayant « endommagé leur communauté » de manière permanente. Ainsi, les familles estiment que les politiques transitionnelles sont « superflues », « humiliantes » et même « inutiles ».² Au fil des années, les politiques ont évolué en réaction aux besoins changeants de cette communauté. Toutefois, ce portefeuille de politiques a donné

des résultats mitigés, tant pour les bénéficiaires que pour les responsables de leur élaboration.

Catégorisation officielle : les membres de la communauté cachemirienne ont souffert d'une faible inclusion sociale et d'un accès limité aux services en raison de leur catégorisation officielle en tant que migrants. Même s'il faut reconnaître l'importance de telles catégorisations comme moyen d'identifier les membres légitimes d'un groupe afin de leur distribuer des rations alimentaires et d'autres avantages, cette étiquette a également encouragé les communautés d'accueil de Delhi et de Jammu à maintenir la communauté cachemirienne en dehors de leurs cercles économiques et sociaux. De plus, comme la catégorie « migrants » suggère un départ volontaire de la Vallée, elle a permis aux responsables publics d'éviter toute confrontation avec les auteurs des évictions forcées, à qui aucun compte n'a jamais été demandé.

Logement : face à cette soi-disant « perturbation temporaire », les autorités ont réagi en offrant à cette communauté des installations semblables à des townships à l'extérieur de la Vallée, censées être un havre de sécurité et « reproduire quasiment l'environnement d'origine ». Conformément à la vision officielle de ce déplacement comme une crise temporaire, les autorités conservent la propriété de ces townships et permettent aux résidents d'y séjourner jusqu'à ce que la situation revienne à la normale dans la Vallée. Mais en leur qualité de locataires temporaires de deux-pièces dans des immeubles de Jammu, les familles continuent de déplorer la perte de leur foyer ancestral. La nature transitoire de ce logement n'aide aucunement à apaiser les préoccupations les plus profondes de cette communauté : retrouver un sentiment de normalité et une sécurité à long terme. Toutefois, les responsables de l'élaboration de politiques font face à un dilemme moral : opérer une transition pour intégrer ces familles à la communauté générale serait reconnaître que cette crise n'est pas seulement temporaire, et pourrait briser tout espoir parmi les personnes souhaitant rentrer chez elles un jour ou l'autre.

Moyens de subsistance : il est difficile pour toutes les communautés déplacées de s'assurer un accès aux opportunités économiques, tandis que les pressions accrues qui se répercutent sur les communautés d'accueil se traduisent souvent par une augmentation des tensions entre ces deux groupes. Afin d'atténuer ces pressions, la série de politiques destinées aux familles prévoyait l'usage temporaire de boutiques mises à leur disposition dans les communautés d'accueil. À

court terme, cette mesure permet aux familles de regagner au moins partiellement leur dignité et leur bien-être économique. Toutefois, les autorités conservent la propriété de ces boutiques et interdisent leur expansion. Enfin, toute transition de ces boutiques temporaires vers des moyens de génération de revenus plus durables impliquerait de reconnaître que le déplacement a rendu impossible le retour des déplacés.

Éducation : au contraire des politiques qui n'ont pas eu l'impact souhaité sur leurs bénéficiaires, une politique a été encensée par les familles après avoir eu un impact positif sur leur expérience globale du déplacement. Dans le cadre de l'Affectation spéciale pour les enfants de migrant cachemiriens, les enfants des familles déplacées ont pu tirer parti du système scolaire de la société d'accueil en évitant les procédures bureaucratiques requises pour s'inscrire à l'école. Cette initiative judicieuse n'a pas seulement permis d'éviter que les enfants deviennent les victimes de la rue et de l'exploitation par le travail, mais elle a également autonomisé les jeunes Cachemiriens en leur transmettant des outils de survie et en les rendant plus résilients et plus confiants. Cette expérience contraste avec les stratégies de survie de nombreuses communautés déplacées autour du monde. La politique éducative destinée aux Pandits déplacés est un exemple louable de politique pouvant donner des résultats visibles, non seulement pour les personnes déplacées mais aussi pour les membres des communautés d'accueil et pour la nation elle-même. Ces pratiques sont un véritable exemple à reproduire parmi des communautés semblablement déplacées dans le monde entier.

Reconnaître les risques des politiques transitionnelles

Alors que les townships organisés par les autorités ont joué un rôle crucial au cours des premières années du déplacement, ils ont fini par créer, au fil d'années de déplacement prolongé, une division culturelle et sociétale entre les communautés locales et les personnes déplacées, et n'ont fait que renforcer la vision stéréotypée que chaque groupe entretient de l'autre. Ironiquement, en dépit d'être entourées par les membres de leur propre communauté, avec leurs temples, leurs écoles et leurs boutiques, les familles de Pandits du Cachemire n'acceptent pas de vivre dans un endroit dénué d'opportunités économiques ou d'espace politique. Il est temps d'admettre que, lorsqu'une politique perpétue une situation dans laquelle deux sociétés vivent en parallèle, elle

créé un terreau fertile favorisant l'apparition de nouveaux conflits ainsi que des risques moraux pour toutes les parties impliquées, y compris en posant des risques pour la communauté d'accueil.

Malheureusement, les politiques continueront d'accentuer ces divisions mêmes si les nouvelles autorités nationales mettent en œuvre leur projet visant à accorder aux personnes souhaitant retourner chez elles une parcelle de terre au Cachemire. Un tel projet risque de garantir uniquement la perpétuation de la séparation des deux communautés qui coexistaient auparavant dans cette région, ce qui ne fera qu'aggraver le dilemme moral des décideurs politiques.

En quête de solutions durables, la jeunesse Pandit du Cachemire, née et élevée dans des communautés établies hors du Cachemire et dorénavant autonomisée par son éducation, devrait capitaliser sur ses compétences nouvellement acquises en établissant des partenariats avec des organisations non gouvernementales, des leaders populaires et des décideurs politiques pour garantir que le renforcement des capacités, plutôt que la division des communautés, devienne la ligne stratégique. Ces jeunes personnes ont un rôle de premier plan à jouer dans la planification et la mise en œuvre de solutions durables, et sont en position de demander à participer à la mise en place des réformes sociétales et du développement communautaire nécessaires, non seulement pour que les membres de leur communauté soient transférés d'un logement transitoire vers un logement ordinaire mais aussi pour qu'ils soient reconnus comme des membres productifs contribuant à la société. Il est temps d'inclure de nouvelles voix aux processus décisionnaires.

Quoi que fassent les décideurs politiques, ils continueront de rencontrer des dilemmes moraux et des choix difficiles, qu'il s'agisse d'élaborer des politiques de retour ou d'intégration aux communautés d'accueil.

Sudha G Rajput srajput2@gmu.edu

Professeure à l'École d'analyse et de résolution des conflits, George Mason University
<http://scar.gmu.edu/>

Cet article se base sur des recherches menées dans le cadre de la thèse de doctorat de l'auteure (voir note de bas de page 2 ci-dessous).

1. Ministère des Affaires intérieures du Gouvernement indien. Communication personnelle, juillet 2011.
2. Rajput S (2015) "Internal Displacement of Kashmiri Pandits" in Kukreja S (ed) *State, Society, and Minorities in South and Southeast Asia*. Lexington Books